

Et si la France se relevait du pied droit ?

L'Europe redémarre. On évoque l'alignement des planètes : baisse du prix du pétrole, du coût de l'argent, et de la parité de l'euro. Et de fait, en taux annualisé, la croissance du dernier trimestre atteint 1,4 % dans l'eurozone, 1,5 % en Espagne et 2,8 % en Allemagne.

La France (comme l'Italie) se traîne à 0,3 % et reste imperméable à la relance générale. Pourtant, il est permis de croire que la France a touché le fond. L'espoir pourrait venir d'un alignement de planètes bien français : le basculement libéral de l'opinion publique ; le redoutable défi populiste ; les limites du prétendu modèle allemand.

D'abord, la faillite de la gauche passiste a fait basculer l'opinion publique. Elle réclame désormais plus d'entreprise et moins d'État, plus d'emplois privés et moins de fonctionnaires, plus de revenus d'activité et moins d'assistance donc de prélèvements obligatoires. Ce sont les Français qui ont soufflé à M. Hollande son fameux virage « social-libéral ». Les Français, sans doute depuis Colbert, se reposaient sur l'État pour leur apporter la sécurité de l'emploi et du revenu.

Ils comprennent désormais que l'assistance à crédit touche à sa fin.

Se pourrait-il que nos concitoyens, si lucides sur le traitement que réclame notre

pays, fantasment sur des solutions populistes surréalistes ? Serait-ce que nombre de Français jugent nos responsables politiques aussi irresponsables que les marabouts populistes ?

Depuis plus de trente ans, la France alterne entre une gauche qui patage dans un vague marxisme vieillot et une droite pusillanime qui lave les contresens de ses prédécesseurs à l'eau tiède. Les Français deviennent que, pour la droite modérée, les témérités d'avant élections annoncent les timidités d'après. Sceptiques sur leurs dirigeants politiques, donc sur l'État, ils réclament plus de liberté et de responsabilité pour assumer leur propre sort et réclament de l'action en ce sens.

La droite modérée entend ce message mais ne l'adresse pas sérieusement. Par exemple, une baisse brutale de la dépense publique française est irréaliste. La France est droguée à la dépense publique depuis longtemps et souffre de quarante ans de déficits publics ininterrompus.

On peut rêver aux 100 milliards, comme la droite dans l'opposition, ou faire des promesses de gascon sur les 50 comme la gauche au gouvernement : aucun responsable politique n'ose préciser les coupes sombres. Parce qu'aucune n'est envisageable sans secousse.

Or, il faut bien traiter le ras-le-bol fiscal puisque la France et l'Italie, malades de leur croissance zéro, sont aussi les pays qui ne cessent d'augmenter leurs prélèvements obligatoires déjà trop élevés (Rexecode). Sur ce casse-tête, la seule issue praticable vient

de Mme Kosciusko-Morizet : « Il faut faire descendre l'impôt par l'ascenseur et la dépense par l'escalier. » Car il est urgent de redonner du carburant à l'investissement productif doublement pénalisé par la surtaxation de nos entreprises exsangues, et celle du rendement du capital qui les finance. Accélérer les amortissements, abroger l'alignement de la fiscalité du capital à risque sur celle du travail, permettre sans plafond de payer l'ISF par un apport de capitaux aux PME sont autant de tremplins de l'investissement et de l'emploi.

Peu importe si, durant quelques années, le déficit public en est accru.

Gageons que l'Europe allemande, qui tolère de la France ses petits dérapages avec ses trop petites réformes, accepterait un parcours plus audacieux de retour aux équilibres par de vraies réformes

Car la France ne tendra jamais la sébile pour financer sa dette, tout simplement parce qu'elle détient, comme le Japon (2,5 fois plus endetté que nous !), une épargne intérieure suffisante pour la porter intégralement. Réduisons immédiatement l'impôt « productif » de 100 milliards et la dépense publique de 50 seulement dans un premier temps. Le déficit en sera accru provisoirement de 2,5 % du PIB, ce qui serait acceptable le temps que la croissance française retrouve un rythme suffisant.

Gageons que l'Europe allemande, qui tolère de la France ses petits dérapages

avec ses trop petites réformes, accepterait un parcours plus audacieux de retour aux équilibres par de vraies réformes. Elle a connu les désastres politiques du chômage de masse et sait bien que l'austérité alimente le danger populiste. Elle sait aussi que l'excellence du modèle allemand ne vaut que pour une population et une industrie vieillissantes. Alors que la France apporte à l'Europe une démographie dynamique et le potentiel d'un leadership post-industriel européen, si elle cesse d'égorger fiscalement ses pigeons. Sans la France, l'Europe allemande sera demain le Japon d'aujourd'hui.

Sans cette complicité, point de vraie monnaie unique, seule concurrente crédible du dollar qui finance à crédit depuis un demi-siècle la domination technologique américaine. Il est de l'intérêt commun

que l'Europe soit plus française, en tissant l'éclat de sa fibre gauloise avec la robuste laine saxonne.

Les Français sont tellement pertinents ! Non seulement ils donnent la direction pour redresser la France, mais ils pressent leurs rois fainéants d'agir en brandissant la menace frontiste. Ils savent bien qu'un basculement de la France dans l'inconnu national-populiste serait un cataclysme européen et mondial.

Mais on a toujours dit que la France ne pouvait se réformer qu'au bord du précipice. Tant mieux ! Nous y sommes.



MICHEL CICUREL

Pour le président de La Maison et de Banque Leonardo, la reprise de la croissance passe par un accroissement provisoire du déficit public, conjugué à une baisse brutale de la pression fiscale.

Libérons le logement de ses contraintes réglementaires !

La situation du logement en France est grave : alors que les besoins sont considérables, alors qu'un consensus politique existe pour construire 500 000 logements par an, alors que la production contribue fortement à l'emploi, à la croissance et aux recettes fiscales, on ne construit pas suffisamment au regard des besoins. Année après année, les indicateurs se dégradent avec un recul des mises en chantier de 133 000 logements entre 2007 et 2014, symbole d'une chute inexorable de la production.

La crise du logement, c'est une pénurie d'offre qui maintient des prix élevés, des salariés contraints aux longs déplacements et moins productifs, parfois même des entreprises qui ont des difficultés à recruter. Mais c'est aussi 0,4 point de croissance en moins en 2014, plus de 100 000 emplois détruits depuis 2007, et des milliards d'euros de manque à gagner pour l'État comme pour les collectivités locales.

branches confondues) de 48,6 à 62,5 milliards d'euros. En termes de valeur ajoutée, cela représente un gain de 20,4 à 26,3 milliards d'euros, soit plus d'1 point de PIB. Cette hausse de production entraînerait la création nette de 320 000 à 411 000 postes, soit un recul du chômage de 1,1 à 1,5 point. Le potentiel de recettes pour les finances publiques est considérable : entre 2,2 et 3,2 milliards d'euros de TVA pour l'État et entre 5,2 et 7,4 milliards d'euros de cotisations pour la Sécurité sociale.

Alors qu'attendons-nous ? Dès 2015, des mesures simples, décidées aujourd'hui et mises en œuvre sans délai, permettraient d'initier cette relance créatrice de richesse et de bien-être. Toutes reposent sur la confiance des ménages et des opérateurs. Nos concitoyens sont prêts à investir pour se loger ou pour préparer leur retraite, pour peu qu'ils disposent d'un environnement réglementaire lisible et pérenne. Les entreprises du secteur sont prêtes à construire plus, pour peu que l'État ne les contraigne pas par des réglementations contre-productives.

Il est urgent de stopper la machine à réglementer qui bloque l'économie, l'emploi et plombe les comptes publics. Pour libérer les énergies et le marché, à l'instar de nos demandes constantes concernant l'allègement du Code du travail, il faut avoir le courage politique de simplifier de façon drastique : le Code de l'environnement, le Code de l'urbanisme, le Code de la construction, la gouvernance habitat-urbanisme des collectivités territoriales, les rapports entre propriétaires-bailleurs et locataires. Il est également nécessaire de remettre à plat le modèle du logement social pour y réintroduire notamment de la mixité sociale.

De son côté, le Medef, en relation avec ses partenaires sociaux, s'engage à réformer le dispositif Action Logement (ex-1 % logement) pour le rendre plus équilibré, plus lisible et plus efficient.

Résoudre la crise du logement par la libération de l'offre est une exigence républicaine et sociale, c'est un enjeu économique fondamental !

Pour une fiscalité favorisant la relance

Quarante-quatre taxes nouvelles entre 2010 et 2014, de trois à cinq lois de finances votées par an entre 2009 et 2013, vingt pour cent des articles du Code général des impôts modifiés chaque année... Si notre fiscalité, sujet favori de discorde de nos politiques, est aussi l'un des plus présents dans nos débats et dans nos

politiques publiques, c'est qu'elle constitue l'un des derniers leviers dont l'État dispose pour orienter l'économie. Notre gouvernement fait comme les précédents : preuve d'activisme fiscal et, rien que sur celle concernant les entreprises, les mesures foisonnent depuis le début du quinquennat. Mais de réforme de fond, point.



MICHEL LÉGER

Le président de l'Institut Messine* plaide pour des mesures compatibles avec le développement des entreprises.

La surenchère fiscale, quelle qu'elle soit, est contre-productive, nous le savons bien, car elle ne fait que créer une sédimentation et une instabilité généralisées. Ainsi la fiscalité « incitative », dont les porte-drapeaux sont le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) et le CIR (crédit impôt recherche), avec pas moins de 82 milliards de dépenses fiscales prévues cette année, se révèle un investissement peu rentable pour les pouvoirs publics et présente un gain limité pour les entreprises, sceptiques à l'égard d'une accumulation de dispositifs divergents et parfois mêmes contradictoires. Quant à la fiscalité « répressive », son impact réel et direct sur le comportement des entreprises ne peut être remis en cause mais ses effets peuvent être tout aussi contre-productifs : expatriation, ajustements défensifs, mesures d'évitement... Enfin, certaines autres mesures fiscales, pourtant dépourvues

d'objectifs incitatifs ou répressifs, génèrent des effets pervers nuisant au développement, au financement ou à la transmission des entreprises. Ainsi des règles liées à l'ISF qui entravent la transmission, ou de celles en matière d'IR incitant à la cession plutôt qu'au développement de l'entreprise pour bénéficier de la distortion existant entre la fiscalité des plus-values et celle des dividendes...

Car si nul ne semble se soucier aujourd'hui de l'influence des mesures fiscales sur le comportement des acteurs économiques, nous en appelons à un changement de paradigme, à la création d'une fiscalité qui prenne en compte les entreprises, compréhensive de leur gestion et de leurs anticipations, et non plus seulement interventionniste et directive.

Le plus emblématique exemple de ce changement d'état d'esprit que nous appelons de nos vœux concerne l'ISF, un impôt qui contribue à scléroser notre système productif et à freiner la transmission d'entreprise. À défaut de son abrogation, nous demandons la suppression urgente de la distortion entre le traitement des biens professionnels et celui du produit de la vente d'une entreprise. Nous appelons également de nos vœux la création des conditions favorables à l'installation de centres de décision en France. À ce titre, certaines initiatives pourraient être prises pour restaurer et pérenniser le statut fiscal antérieur des sociétés holdings.

Mais réformer la fiscalité, c'est aussi changer de méthode, ne plus faire de notre fiscalité l'otage d'un jeu politique usé, mais l'atout d'une politique économique concurrentielle : restaurer la confiance des entreprises dans la fiscalité incitative par le renforcement de la sécurité juridique, réformer la gouvernance en matière d'édition des lois et faire des entreprises un partenaire dans la conception des normes fiscales comme dans leur application. Enfin systématiser l'utilisation des études d'impact a priori et a posteriori, seules à même de rendre notre politique fiscale aux entreprises et à la croissance.

* Think tank créé en 2014 à l'initiative de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (www.institutmessine.fr).



PIERRE GATTAZ

Le président du Medef insiste sur l'importance de ce secteur, pourvoyeur de croissance et d'emplois.

Pourtant, la solution est largement entre nos mains et l'ensemble des acteurs est convaincu que la sortie de crise passe par la construction massive de logements économiquement abordables, là où sont les besoins.

C'est ainsi qu'à l'horizon 2017, le gouvernement s'est fixé un double objectif ambitieux :

- la construction de 500 000 nouveaux logements par an, soit entre 150 000 et 200 000 de plus que le rythme actuel ;
- la rénovation énergétique de 500 000 logements par an, soit 340 000 de plus qu'aujourd'hui.

Selon nos calculs, l'atteinte de ces objectifs se traduirait par une progression de la production nationale (toutes